

RISQUES COUVERTS	CAS PRATIQUES	PLAFONDS	SEUIL	DELAI D'ATTENTE	TERRITORIALITÉ
RECOURS CIVIL EXTRA-CONTRACTUEL	Un tiers endommage les boîtes aux lettres de l'immeuble et ne veut pas rembourser le dommage	€ 55.000	€ 0	-	UE/Suisse/Norvège/ Royaume Uni
DEFENSE PENALE	Le Parquet poursuit pénalement l'assuré car le bâtiment ne respecte pas certaines règles urbanistiques	€ 55.000	€ 0	-	
DEFENSE CIVILE EXTRA-CONTRACTUELLE	Suite à des travaux de rénovation dans l'immeuble, le bâtiment du voisin présente des fissures. Le voisin réclame une indemnisation	€ 55.000	€ 1.000	3 mois	
CONTRACTUEL ASSURANCES	L'assuré demande notre intervention suite au refus par l'assureur incendie pour un feu de friteuse. Il y a un conflit d'intérêt avec son propre assureur R.C.	€ 15.000	€ 1.000	3 mois	
CONTRE EXPERTISE APRES INCENDIE	Le client n'accepte pas l'estimation de son dommage par l'expert incendie et demande le mandat d'un contre-expert	de € 15.000 à € 50.000	€ 5.000	3 mois	
CONTRATS D'ENTRETIEN	Le chauffagiste n'a pas respecté le contrat d'entretien et refuse de revenir finir le travail	€ 15.000	€ 1.000	9 mois	
DROIT DU TRAVAIL	L'assuré a licencié le concierge pour faute grave et ce dernier conteste le motif	€ 15.000	€ 1.000	9 mois	
DROIT SOCIAL	Le concierge a eu un accident dans le cadre de son travail et l'assureur accident du travail refuse la prise en charge	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
DROIT FISCAL	L'administration fiscale estime que les revenus immobiliers de l'assuré sont supérieurs à ceux déclarés	€ 15.000	€ 1.000	12 mois	
DROIT ADMINISTRATIF	Litige avec l'administration communale suite au non respect d'une décision de la commune concernant la remise en ordre des trottoirs	€ 15.000	€ 1.000	9 mois	
MEDIATION EXTRA-JUDICIAIRE	Des travaux de peinture ont été réalisés mais il y a de nombreuses malfaçons, une médiation est proposée afin de trouver un arrangement	10% de plus que le plafond correspondant	€ 350	12 mois	Belgique
MEDIATION ALL-IN	L'assuré veut résoudre un litige avec son entrepreneur par une médiation	€ 1750 par litige et max € 3500 par an	€ 1.000	4 mois	
EXPROPRIATION	Suite à une procédure d'expropriation, l'assuré n'accepte pas l'indemnité proposée et demande notre intervention	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
TROUBLES DU VOISINAGE	L'arbre du voisin empêche l'ensoleillement du parc de l'immeuble	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
SERVITUDES	Le voisin refuse le passage des piétons via une servitude commune	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
CONTRACTUEL IMMEUBLE	Les travaux de plafonnage ont été mal réalisés et l'entrepreneur refuse de refaire le travail	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
MITOYENNETE	Les clôtures mitoyennes sont endommagées et le voisin refuse de prendre en charge sa quote-part	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
DROITS REELS	Un litige surgit concernant le droit de passage sur un terrain attenant	€ 15.000	€ 1.000	6 mois	
AVANCE DE LA FRANCHISE	Legal Village avance la franchise RC familiale restée à charge du tiers responsable qui traîne à rembourser le client	€ 1.250	/	/	
AVANCE DE FONDS - DOMMAGE CORPOREL	L'assuré est blessé suite à un accident avec un tiers reconnu responsable, Legal Village avance les frais médicaux	€ 15.000	/	/	
INSOLVABILITE DES TIERS	Le tiers responsable du dommage de notre client est reconnu insolvable	€ 15.000	/	/	UE/Suisse/Norvège/ Royaume Uni
CAUTIONNEMENT PENAL	L'assuré est détenu préventivement et une caution est exigée pour sa libération	€ 15.000	/	/	
	Appui juridique spécialisé par téléphone Legal Village Info	✓	/	/	Belgique
	Appui juridique spécialisé par mail	✓	/	/	
	Mise en relation avec un spécialiste	✓	/	/	

Franchise de 10% sur les frais externes avec un maximum de € 400 et un minimum de € 250 est d'application

Chaque garantie prévoit un plafond d'intervention maximum. Pour certaines d'entre elles, il existe un délai d'attente et/ou un seuil d'intervention. Des exclusions sont également d'application (le fait intentionnel, le paiement des amendes, ...).

Document non contractuel. Les informations délivrées par le tableau sont seulement à titre purement indicatif, sous toutes réserves. Seules sont d'application les conditions spéciales et générales du contrat. CG Legal Village Business 10.2020

Legal Village

part of AXA group

